

France-Lituanie 1918-2004 : sympathies réelles et occasions manquées.

par Yves Plasseraud

En 1918, alors que font rage la guerre civile russe et la lutte d'indépendance des États du nord-ouest de l'Empire russe, les peuples baltiques¹ n'attirent guère de sympathie. À Paris, face à ces petites nations encore inconnues, on attend la victoire des Blancs en Russie pour voir celles-ci réintégrer leur place au sein de l'Empire.

LA PREMIÈRE INDÉPENDANCE 1918-1939

Pourtant, une partie de l'opinion publique française se plait, à l'instar du journaliste Henri de Kerillis (*L'écho de Paris*), à louer la vaillance des « petits États » baltes face à la menace bolchevique². Les Lituanais eux espèrent au contraire toujours beaucoup de la France, champion du droit des peuples. Ce sentiment est nourri par l'activisme d'un petit groupe de francophones (prêtres, anciens étudiants...) symbolisés par deux politiciens talentueux, Augustinas Voldemaras et Ernestas Galvanauskas, mariés à des Françaises³.

Paris poursuit alors une politique peu réaliste d'Union polono-lituanienne (dominée par Varsovie) où elle voit un bouclier contre l'Allemagne et dont Kaunas trop attaché à sa jeune liberté, ne veut pas entendre parler. Entre la Lituanie et la France, les relations sont encore obscurcies par le fait que Paris accuse Berlin d'avoir tenu la nouvelle république sur les fonds baptismaux et suspecte les dirigeants lituanais d'être des germanophiles⁴. La France, il est vrai, a déçu et les yeux se tournent vers l'Allemagne. Oscar Milosz, représentant de la Lituanie à Paris, se désole de l'ignorance crasse des Français concernant son pays⁵ même si un petit cercle de baltophiles s'efforce de le faire sortir de l'ombre⁶.

¹ Le Quai d'Orsay est par principe peu favorable aux « petits États ».

² Julien Gueslin, *La France et les petits États baltes : Réalités baltes, perceptions françaises et ordre européen (1920-1932)*, Thèse Université de Paris-Panthéon-Sorbonne, Paris, 2004. Ci-dessous Thèse Gueslin. p. 109.

³ Julien Gueslin, *La Lituanie et la culture française pendant la première indépendance (1918-1940)*, Cahiers Lituanais, N° 8 Automne 2007 ; p. 13 s.

⁴ Gueslin, 88 s.

⁵ Gueslin, 56.

⁶ Parmi celles-ci, on peut citer : les journalistes Albert Thomas (*L'information*) futur directeur du BIT, Henri Chambon (Directeur de la *Revue parlementaire*) ou encore Ernest Denis (Directeur du *Monde slave*), des historiens comme Seignobos ou des linguistes comme Paul Meillet.

Il est cependant deux domaines où la crédibilité française est grande : la culture et l'armée. En matière militaire, le prestige des « vainqueurs de la Grande guerre » est immense. La France, plus appauvrie qu'on ne le réalise à Kaunas, ne peut cependant faire plus qu'assurer une modeste présence navale dans la région.

Au plan international, les premières années de la nouvelle République, reconnue le 22 septembre 1921 par les puissances occidentales dont la France et admise seulement en décembre 1922 à la Société des Nations (SDN), se déroulent dans un climat difficile en raison de deux problèmes territoriaux majeurs.

La question de Vilnius et l'affaire de Klaipeda

À la suite de l'occupation de la région par les troupes du général Zeligowski le 9 octobre 1920, la question de Vilnius fut brutalement « réglée » par l'annexion de la région (la *Wilenszczyzna*) par la Pologne en mars 1922. En janvier 1922 pourtant, le Conseil de la SDN avait seulement recommandé de fixer une ligne de démarcation, ce qui fut fait au début de 1923. Suite au coup de Memel, les puissances alliées décident de régler la question en reprenant la ligne de démarcation comme frontière, entérinant ainsi l'état de fait. Le 15 mars 1923, la SDN reconnaît alors ces frontières⁷. Un « rideau de fer » tomba ainsi entre Kaunas, capitale provisoire d'une Lituanie se sentant décapitée, et Varsovie⁸. Cette affaire empêcha longtemps tout réel projet de collaboration polono-balte face à la menace soviétique.

Pour Klaipeda, l'histoire est bien différente. Le Traité de Versailles (1919) obligeait en effet l'Allemagne à renoncer à cette région et la SDN en avait attribué l'administration aux Alliés. Le *Memelgebiet* est donc d'abord officiellement géré par la France au terme d'accords entre Allemands et Alliés, les autorités civiles demeurant allemandes. C'est dans ce contexte que 700 chasseurs à pied occupent le territoire de Memel de janvier 1920 à février 1923. Cette région de population urbaine majoritairement allemande⁹ ne se sent d'ailleurs guère lituanienne et n'est pas mécontente de ce « protectorat » international.

Mais, Kaunas ne l'entend pas ainsi et, le 9 janvier 1923, une troupe de paramilitaires lituaniens envahit le territoire et celui-ci est annexé par la Lituanie le 23 janvier 1923¹⁰. La France n'ayant pas les moyens de se lancer

⁷ Gueslin, p. 234.

⁸ Bien des années plus tard, le 10 octobre 1939, après l'attaque soviéto-allemande contre la Pologne, Vilnius fut rendue à la Lituanie par Moscou alors à la veille de sa soviétisation.

⁹ Le territoire de Memel compte alors 41,9 % d'habitants d'origine allemande (141 650 habitants).

¹⁰ Comme simultanément l'Allemagne réoccupe la Ruhr, Kaunas espère que les Alliés n'y verront que du feu.

dans une opération de reconquête, les gouvernements alliés décidèrent alors de transférer la souveraineté du territoire de Memel à la Lituanie¹¹. En France, ce coup de force et la mort de quelques soldats français ne contribuèrent pas à améliorer l'image de la Lituanie. Le Conseil des Ambassadeurs tenta bien une médiation, mais la Lituanie n'accepta pas ses décisions. Le conflit fut finalement tranché par la SDN en faveur de Kaunas et le 8 mai 1924 une convention en ce sens, prévoyant une certaine autonomie pour le territoire, était signée à Paris¹².

Ces deux épisodes, en scellant la rupture polono-lituanienne, soldaient en fait un certain échec de la politique française dans la région¹³. Les contacts politiques visant à la mise en place d'un système régional de sécurité collective anti-soviétique se poursuivent cependant au rythme des soubresauts entraînés notamment par le « révisionnisme » lituanien au sujet de Vilnius.

Au plan de la société, nombre d'observateurs français critiquent alors le caractère frustré, oriental et clérical des élites lituaniennes. Ce dernier point permet aux « anti-baltes » de « jouer sur la fibre anti-cléricale française »¹⁴.

Une embellie

Vers le milieu des années 20 cependant, la situation commence à changer. Trois éléments expliquent cette évolution : d'abord, l'État lituanien, internationalement reconnu et stabilisé, s'est consolidé, est plus sûr de lui et apparaît moins éphémère. Ensuite, après le Traité de Locarno (1925), la politique française d'Aristide Briand, orientée vers la SDN, regagne du prestige à Kaunas et se détend vis-à-vis de Berlin. Le redémarrage économique des deux pays facilite les choses. Enfin, la Lituanie, cherchant à changer son image « arriérée » et « asiatique », s'initie aux mœurs occidentales. Les élites apprennent le français (diplomatie, armée, droit, arts) et commencent à voyager. Certains préjugés s'estompent.

À partir de la fin des années 20, la montée du nazisme et l'agitation des Allemands de Klaipėda rendent un rapprochement avec Paris souhaitable. Des journalistes, des politiques et des intellectuels français commencent à faire le voyage de Kaunas. Le fait que finalement l'État lituanien ait perduré, la peur du stalinisme, le raccourcissement des distances expliquent

¹¹ C.F Isabelle Chandavoine, *Les Français à Klaipėda et après. 1920-1932*, Vilnius, Zara, 2003. Bernard Jusserand, *Les Français à Memel/Klaipėda, 1920-1923*, in Cahiers Lituaniens, N° 8, p. 7 s.

¹² En dépit des manœuvres et de pressions allemandes – notamment une tentative de putsch en 1924 – pour renverser la situation, Klaipėda devait rester lituanien jusqu'à la fin de la période de l'entre-deux-guerres.

¹³ Gueslin, p. 257.

¹⁴ Gueslin, p. 173.

cette nouvelle attitude¹⁵. La beauté des lieux et la gentillesse des habitants ont tôt fait de transformer ces visiteurs en ambassadeurs de la Lituanie en France.

Durant cette période, l'écrivain catholique français Jean Mauclère se fait le héros de la Lituanie en France¹⁶. Par ailleurs un certain nombre d'étudiants lituaniens viennent y étudier¹⁷, répandant une image plus réaliste de la situation dans notre pays et suscite la curiosité d'un certain public. Face à une demande croissante d'information, le normalien Henri Meuvret publie en 1934 son *Histoire des pays baltiques* qui restera une référence incontournable. Simultanément à Kaunas, l'intérêt pour la France va croissant et, à la fin des années 30, le modeste Cercle français né en 1923 se transforme en une Société Lituano-Française qui multiplie les activités¹⁸. En 1926, René Puaux ouvre la Légation de France à Kaunas.

Années trente : l'entente cordiale.

L'année 1932 marque pour Kaunas le début d'un froid avec Berlin dont bénéficie Paris, mais aussi Moscou ! L'arrivée de Hitler aux affaires, un an plus tard, ne fera qu'accroître le phénomène, tant Berlin parle de reprendre Memel. Le procès à Kaunas d'activistes allemands en 1934 achève la rupture. Mais la culture n'est pas en reste. En 1935, une grande exposition popularise l'art Baltique au Trocadéro. Les Français commencent à voir dans les Lituaniens le paradigme d'une « européanité » rurale !

En 1937, le français est devenu la première langue étrangère enseignée en Lituanie et la francophilie culturelle bat son plein à Kaunas¹⁹. En 1938, le ministre de France y inaugure une grande exposition franco-lituanienne commémorant le 125^e anniversaire du passage de la Grande Armée. À cette occasion, il donne plusieurs chroniques à l'influent quotidien parisien *Le Temps*. À Paris, Petras Klimas poursuit à partir de 1925 l'œuvre d'Oscar Milosz. Des expositions d'art et d'histoire croisées (1937, 1939), des séries de conférences, notamment de Jules Romains, clôtureront un cycle encourageant. Désormais et jusqu'à la guerre, on pourra parler d'une réelle empathie entre les deux peuples.

¹⁵ Les journalistes Louis Léontin (*La République*), Albert Mousset (*L'Europe nouvelle*) ou encore Henri de Monfort, Secrétaire de l'Académie des sciences morales et politiques, jusque-là spécialiste des questions polonaises, ou Henri de Kerillis (déjà cité) illustrent cette mode nouvelle.

¹⁶ *Sous le ciel pâle de Lituanie* (1926), *Au pays du chevalier blanc* (1930) auront un réel succès

¹⁷ 349 en 1927 selon Julien Gueslin, Cahiers Lituaniens, n°8, p. 16.

¹⁸ Julien Gueslin, Cahiers Lituaniens, N° 8, p. 16.

¹⁹ Raymond Schmittlein et Georges Matoré publieront leurs souvenirs de résidents français au « pays de l'ambre ».

LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET SES SUITES : LE LACHAGE

Le pacte Hitler-Staline du 23 août 1939 et ses protocoles secrets donnaient la Lituanie à l'URSS et le pays fut envahi par les Soviétiques le 15 juin 1940.

Les années de guerre.

Deux épisodes marquent ces terribles années de guerre dans le domaine qui nous intéresse ici. Car, on ne le sait guère, mais certains Juifs de France ont été victimes de la Shoah en Lituanie. C'est au IX^e fort de Kaunas, transformé en camp de concentration par les nazis, que se déroule cet épisode tragique de notre histoire commune. Un convoi de chemin de fer parti de Drancy au nord de Paris (N°73) le 15 mai 1944 amène à Kaunas un groupe de 878 hommes âgés de 12 à 66 ans. Seuls 22 d'entre-eux survivront. Par ailleurs, en novembre 1942, l'escadrille de chasse française créée en 1942 en Syrie par le général de Gaulle s'installe à l'est de Moscou. En juillet 1944, le front germano-soviétique se déplaçant vers l'Ouest, elle est transportée sur le sol lituanien et y devient « Normandie-Niemen ». L'héroïsme de cette petite unité française la fera entrer dans l'histoire. Ainsi, le 16 octobre 1944, au début de l'offensive soviétique contre la Prusse Orientale, l'escadrille abat 29 avions allemands sans subir aucune perte. À la fin de la guerre, elle totalise 273 victoires homologuées, 36 autres probables. 42 pilotes ont trouvé la mort, sur les 96 engagés au combat.

La Lituanie soviétique et la France

Durant les décennies de reconstruction, en dépit du fait que la France ne reconnut jamais *de jure* l'annexion des républiques baltiques par l'URSS, Paris ne déploya cependant jamais beaucoup d'efforts pour aider les Baltes. Ce fut le cas notamment durant ces longues années de lutte des partisans lituaniens contre les troupes du NKVD soviétique (1945-1953). Cette indifférence apparaît alors bien cruelle aux yeux des Lituaniens sous le joug soviétique et de leurs compatriotes réfugiés à l'Ouest.

Un épisode diplomatique est révélateur des comportements des Français vis-à-vis des Lituaniens. En 1925, Kaunas avait acheté l'Hôtel Fournier à Paris pour sa Légation. Le 15 juin 1940, la Lituanie ayant été occupée par l'Armée rouge, les autorités françaises furent contraintes de céder l'immeuble de la Légation aux Soviétiques, sous la pression des Allemands, alors alliés de ces derniers.

Dans le domaine de la culture, trois grands noms lituaniens constituent pendant des années un pont entre les deux pays. L'historien d'art Jurgis Baltrušaitis, le linguiste Algirdas Greimas et le philosophe et théologien Emanuelis Levinas représentent ainsi pour un étroit public cultivé français le meilleur de la Lituanie d'avant-guerre. Eux en tout cas n'oublient pas leur ancienne patrie qui souffre en silence derrière le rideau de fer.

1970-1985 : La France face au combat lituanien pour sa liberté

Vers 1970 un périodique *samizdat* intitulé « *Chronique de l'Église catholique en Lituanie* » apparut. Mieux informés, une partie des Français devient sensible au sort de la Lituanie²⁰. La gauche quant à elle paraît ne rien comprendre, ainsi que le suggère la visite que Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir firent en Lituanie du 28 juillet au 3 août 1965. N'ayant rien vu des souffrances du peuple, Sartre se contenta de conclure en partant « *Nous avons été heureux en Lituanie* »²¹.

La révolution chantante (1988-1990) est accueillie avec faveur par les intellectuels français pour qui l'URSS n'a plus la cote. Certains journalistes suivent les événements de la région baltique avec pertinence comme Bernard Cohen (*Libération*). D'autres, au contraire, se désolent du démembrement de l'Union soviétique, révélateur selon eux de la renaissance en Europe des vieux démons nationalistes.

UNE SECONDE INDÉPENDANCE TANT ATTENDUE

Au printemps 1991, l'anarchie ambiante permit aux responsables baltes d'aller plaider leur dossier auprès des dirigeants occidentaux. Ceux-ci, soucieux de ne pas « déstabiliser Gorbatchev », laissent entendre qu'ils ne renoueront les relations diplomatiques avec les républiques baltes qu'après l'acceptation de leur « sécession » par l'URSS. Le coup d'État du 19 août 1991 à Moscou échoue et les dirigeants lituaniens s'emparent de l'indépendance effective. Malheureusement la France a été absente de ce processus. Pire, le Président Mitterrand commit une belle bétise en saluant, dès le 19 août 1991, au contraire des autres dirigeants occidentaux, les « *nouveaux dirigeants de Moscou* ».

²⁰ Voir le livre d'André Martin, *Lituanie. Terre de Foi, Terre des Croix*. Éditions Albatros, Paris, 1976.

²¹ Mykolas Sluckis, *Le séjour de Jean-Paul Sartre en Lituanie*, Cahiers Lituaniens, N° 1 Automne 2000 ; p. 32 s.

1991 : La Renaissance effective : Paris est enfin au rendez-vous !

Dès le retour à l'indépendance, soucieux de ne pas renouveler ses erreurs passées, Paris adopte une attitude positive vis-à-vis du jeune État. Les déclarations favorables se succèdent et chacun se félicite du retour des Baltes dans le concert des nations européennes. Dans ce contexte, il faut mentionner la visite que le président François Mitterrand effectue à Vilnius le 13 mai 1992. Il est le premier chef d'État occidental à venir en Lituanie après que celle-ci ait recouvré *de jure* son indépendance. Après le rétablissement des relations diplomatiques, le premier ambassadeur de France en Lituanie libre, Philippe de Suremain, se révéla un remarquable catalyseur des relations lituano-françaises.

Si, à part la visite présidentielle, il fallut attendre l'année 1993 pour que se développent *in concreto* les relations bilatérales²², on assiste alors à une accélération dont témoignent les visites mutuelles de personnalités.

En janvier 1999, à l'occasion du premier séjour en France du président Adamkus, un accord de suppression mutuelle des visas est signé. En septembre de la même année, Vilnius est admise comme observateur au sein de la Francophonie (OIF)²³ et le même mois, un des premiers déplacements à l'étranger du président Rolandas Paksas a lieu à Paris. Il nous faut revenir ici sur la question de l'immeuble de l'ambassade. Le président Chirac, effectuant une visite d'État à Vilnius en juillet 2001²⁴, choisit cette occasion pour régler la question. C'est finalement en offrant une compensation financière à la Lituanie que la France permit à celle-ci d'acquérir un nouvel hôtel particulier pour son ambassade. En novembre 2003, le président Adamkus revint à Paris pour inaugurer les nouveaux locaux de l'ambassade de Lituanie. Simultanément, un certain nombre d'initiatives de la société civile vont dans le sens d'un rapprochement.

À cette époque, les relations culturelles entre les deux États sont au rose, notamment en raison du talent de l'ambassadrice de Lituanie auprès de l'UNESCO Ugnė Karvelis. Parmi les autres événements qui témoignent du bon climat régnant entre Vilnius et Paris, citons les négociations d'adhésion à l'Union européenne. Conformément à la vision de Jean Monnet et de Robert Schuman, Paris soutient la vocation des États baltiques à intégrer l'Union dès la signature de l'accord de partenariat entre la Lituanie et l'UE en juin 1995.

²² En 1993, Paris restitue à la Lituanie les 22 476,5 kg d'or mis en sécurité dans les coffres de la Banque de France avant l'occupation soviétique. Geste normal certes mais certains autres États avaient, eux donné cet or à l'URSS !

²³ Gediminas Varvuolis, *La Lituanie au sein de la francophonie, rapprochement naturel ou choix politique perspicace ?* Le Courrier des Pays de l'Est, N° 1011, janvier 2001, p. 41 s.

²⁴ À l'occasion du dixième anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques.

CONCLUSION

« Entrer dans l'Union européenne, cela suppose (...) un minimum de concertation (...). Vous avez manqué une occasion de vous taire ! » C'est la réaction du président Chirac à la prise de position pro-Bush des Baltes dans l'affaire de l'intervention américaine en Irak en 2003. Cette remarque jeta un froid durable dans les relations entre les deux pays²⁵. Par ailleurs, en dépit d'efforts réels, les échanges économiques n'ont jamais vraiment décollé. En 2004, Paris est le 4^e client de la Lituanie et son 11^e fournisseur et n'est qu'au 16^e rang des investisseurs étrangers.

²⁵ Alain Jacob, *Les Pays baltes, Indépendance et intégration*. Paris, Alvik, 2004, p.156.